



Ce petit volume ne mériterait pas qu'on s'y attarde s'il n'était exemplaire de ce que le mélange entre expertise et intentions politiques peut produire de pire. Le livre entend en effet offrir au lecteur ou à la lectrice une vision d'ensemble des rapports entre la mondialisation néolibérale et la prostitution afin de le ou la convertir à la justesse de la revendication d'un monde sans prostitution. Le problème est qu'il ne peut produire que les signes extérieurs de l'expertise sans en offrir la moindre garantie. Effets rhétoriques et faux semblants discursifs remplacent la rigueur argumentaire, tandis qu'approximations, affabulations, assimilations hâtives et insinuations tiennent lieu d'analyse ; de fait, l'ouvrage relève le plus souvent de ce registre indigent que le sociologue Jean-Claude Passeron appelle le *même pas faux*.

Signes extérieurs d'expertise disions-nous. On en trouve la meilleure illustration dans l'usage des données statistiques qui appuient le propos. Rien de plus rigoureux, d'objectif et d'irréfutable, on le sait, qu'une donnée chiffrée, et le livre n'en est certes pas avare. Quelques exemples pris au hasard : « Entre 76 et 100 % des entreprises du sexe sont contrôlées, financées ou soutenues par le crime organisé » (p. 24) ; la mafia aurait infiltré le secteur de la pornographie « à 85 ou 90 % » (p. 30) ; « 80 à 95 % de toutes les formes de prostitution sont contrôlées par un proxénète » (p. 61) ; en Hollande « le chiffre de la prostitution des enfants a augmenté de 300 % de 1996 à 2001 » (p. 63) ; « une énorme majorité des personnes prostituées (entre 92 et 95 % d'entre elles) aspire à quitter la prostitution » (p. 76) ; « l'âge moyen d'entrée dans la prostitution se situe entre 13 et 15 ans pour plus de 80 % des personnes prostituées » (p. 77), etc. Voilà des données qui inspirent le respect — visiblement nous avons là des *hard data* — dans le même temps qu'on apprécie les marges d'erreur concédées (« 80 à 95 % », « entre 92 et 95% »).

Mais un doute s'instille dès lors qu'on se rappelle que les statistiques ne tombent pas du ciel et n'ont pas de force intrinsèque. Elles doivent leur degré de pertinence à la rigueur de leur construction et notamment à leur représentativité en regard d'une population de référence. Or de cela le lecteur et la lectrice ne sauront rien, puisque les sources de ces chiffres ne sont pas indiquées, et l'on doit se contenter de l'autorité avec lesquelles ils sont assésés : « on estime » (p. 27) ; « comme le montrent de nombreuses études » (p. 62) ;

« les études révèlent » (p. 64) ; « il est établi » (p. 77)... Le conditionnel, pourtant de rigueur, est utilisé avec parcimonie, et les références de ces fameuses sources le plus souvent absentes. Cruel manque d'information s'agissant d'activités en grande partie criminalisées et clandestines : parmi les nombreux défauts des entreprises mafieuses, leur refus obstiné de rendre publics des comptes certifiés par des comptables agréés n'est pas le moindre, et il est bien téméraire de prétendre estimer leur degré de présence dans tel ou tel secteur économique. Un sondage auprès de quel échantillon a-t-il permis d'établir que 92 à 95 % des personnes prostituées souhaitent quitter le trottoir ? Cet échantillon est-il représentatif ? Mais pour connaître cette représentativité encore faudrait-il connaître la composition de l'*ensemble* de la population prostituée — connaissance délicate à atteindre s'agissant d'une population aussi informelle, diversifiée et fluctuante. L'âge moyen d'entrée dans la prostitution serait entre 13 et 15 ans, nous dit-on. Mais où, et pour qui ? S'agit-il d'une moyenne valable pour la Thaïlande, le Burkina-Faso ou encore la Norvège ? — sachant que ces pays se signalent par des conceptions de la sexualité, des définitions de l'enfance et de l'âge adulte, des conditions sociales et économiques, entre autres, qui n'ont rien à voir les unes avec les autres, et qu'il est bien hasardeux de généraliser des chiffres valables pour un contexte défini. Ou bien s'agit-il d'une moyenne valable pour la population prostituée mondiale, ce qui supposerait l'existence de données exhaustives et comparables pour tous les pays du globe ? Faute de précisions sur la simple *crédibilité* de ces chiffres, on est en droit de craindre que l'instrument qui a servi à les produire soit le classique *pifomètre*. On est obligé de le constater, la majorité des statistiques, telles qu'elles sont présentées dans le livre, sont tout simplement *dépourvues du moindre sens*.

On remarquera à ce propos l'indigence de la bibliographie et des références qui accompagnent le livre : les auteures ne citent que des ouvrages du même registre (une connaissance de cette littérature permet de facilement repérer des processus de circulation en circuit fermé des références) produits par des auteur-e-s partageant les mêmes options, ou des rapports d'organisations d'aide aux prostitué-e-s (qui ont tout intérêt à gonfler leurs chiffres pour s'assurer les subventions dont elles dépendent), ou encore des articles de journalistes. Il est terrible de voir le livre s'appuyer sur « Diana prostituée », article du *Nouvel observateur*, quand on connaît la richesse des travaux en sciences sociales produits sur la prostitution contemporaine de manière véritablement rigoureuse, non partisane, et largement disponibles dans les bibliothèques universitaires (ceux de Mathilde Darley, de Milena Jaksic, de Nasima Moujoud, de Dolores Pourette, de Rutvica Andriajasevic, de Chris Corrin, de Laura Oso Casas, de Florence Lévy et Marylène Lieber, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus remarquables, et que le livre ignore totalement). Attac étant un mouvement d'éducation populaire, on se permettra de rappeler que l'éducateur a lui aussi besoin d'être éduqué — ou tout au moins de se documenter sur le sujet qu'il entend traiter.

Terminons par deux autres problèmes que présente le livre. Le premier est qu'il est pour le moins curieux de voir un ouvrage se réclamer du féminisme présenter une vision des rapports hommes/femmes aussi caricaturale. Les femmes, nécessairement, « se font piéger », « se laissent abuser », « sont vendues », « subissent » (p. 49-50), tandis que les réseaux mafieux « profitent » (p. 49) et que les proxénètes « agissent » (p. 59) — bref tandis que les unes sont dans la complète passivité, les autres sont dans l'agir, et le propos ne fait que reproduire la schème féminin-passif / masculin-actif qui agit au plus profond des représentations sexistes. Dénier a priori aux femmes toute capacité d'action, les réduire à l'état de victimes hétéronomes totalement dépendantes des initiatives masculines, n'est pas seulement introduire une représentation faussée de la réalité (comme le prouvent les études des auteurs citées plus haut), mais c'est consolider les pires représentations

Le second problème tient à la manière pour le moins insidieuse dont les concurrences entre associations intervenant auprès des prostitué-e-s sont transposées dans l'ouvrage. Celui-ci n'hésite pas à disqualifier les associations qui assurent une prévention du sida en milieu de prostitution basée sur les principes de la santé communautaire et de l'éducation par les pairs en les assimilant au proxénétisme : leurs animatrices (ex-) prostituées se comporteraient « comme les tenancières de maisons closes autrefois » (p. 93). La gravité comme l'absence de fondement de l'accusation se double d'hypocrisie lorsque le vocabulaire psychologique permet d'affirmer que c'est « sans s'en rendre compte » que ces animatrices se livreraient à une forme modernisée de « maquerellage ». Et l'on se voit obligé de rappeler que si des (ex) prostituées sont en effet salariées pour conduire des actions de santé publique auprès de leurs pairs, c'est parce qu'elles sont bien souvent les seules à pouvoir toucher cette population farouche (et d'autant plus que leur activité est criminalisée et stigmatisée), et parce que l'horizon de la réinsertion n'a aucun sens compte tenu de la précarité et de l'urgence de leur situation (je me permets de renvoyer sur ce point à *Prostitution et sida. Sociologie d'une épidémie et de sa prévention*, Paris, L'Harmattan, 2000).

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur ce livre — notamment sur le caractère artificiel, parce qu'historiquement décalé, de l'association entre circulation internationale des prostitué-e-s et mondialisation néo-libérale, sur la sous-estimation des effets délétères des politiques de fermeture des frontières et de criminalisation des prostitué-e-s comme des clients, sur la conception étroite de la sexualité qui y est défendue, sur les caricatures (parfois impayables : « les membres du crime organisé portent désormais le costume des hommes d'affaires respectables », p. 63) — mais il suffit. Tout cela pourrait porter à rire s'il ne s'agissait pas d'un sujet aussi grave. On reste confondu devant une telle indigence intellectuelle, et au final de voir une cause pourtant légitime — l'amélioration du sort des personnes prostituées et l'horizon d'un monde sans prostitution — aussi mal défendue.

*

Lilian Mathieu est sociologue au CNRS.

[**Vous pouvez lire ici le droit de réponse des autrices du livre.**](#)